



Déclaration préalable : CDEN du 9 mai 2011

Ce CDEN se tient dans une période très troublée pour l'Éducation nationale. Nous allons être les portes paroles de tous ces collègues qui nous ont fait, et qui vous ont fait part de leur refus de voir leur école sacrifiée à une logique comptable.

Dans les écoles et les établissements, dans les services déconcentrés, les personnels et les usagers mesurent un peu plus chaque jour les conséquences concrètes des suppressions de postes. Partout, le constat est le même : au nom du dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite les agents n'ont plus les moyens d'exercer correctement leurs missions.

Dans les services administratifs, c'est toujours plus de pression et de charge de travail. À l'école, au collège, au lycée, c'est toujours plus d'élèves par classe et moins de personnels. Partout, c'est la même accumulation de directives administratives, d'injonctions contradictoires, de réformes imposées sans formation, sans concertation et sans respect des personnels.

Dans les écoles maternelles et élémentaires, la politique éducative se résume à la gestion de la pénurie :

- ▶ de remplaçants,
- ▶ de maîtres spécialisés,
- ▶ de formation initiale,
- ▶ de formation continue,
- ▶ d'aide à la direction (EVS), d'aide à l'accueil d'enfants handicapés (AVS)

La diminution massive des EVS et des AVS pèse lourdement sur le quotidien des écoles. Qu'ils soient chargés de l'aide à la direction d'école ou de l'intégration scolaire des enfants handicapés, les EVS et les AVS sont pourtant indispensables. Ils y font des vrais métiers dont l'école a besoin pour fonctionner dans de bonnes conditions. Ce ne sont pas des emplois provisoires dont l'école a besoin, mais des emplois pérennes pour remplir des missions pérennes.

Le Sgen-CFDT dresse un constat accablant de la politique du ministre de l'Éducation nationale. La seule constante de cette politique est la déclinaison des réductions budgétaires gouvernementales. Ces réductions obèrent toute évolution positive du système éducatif et contredisent à la fois les discours et les actes.

La circulaire de rentrée, parue le 5 mai, traduit un décalage avec le réel qui explose à chaque paragraphe et en fait un texte consternant d'aveuglement et de surdité quant à la réalité vécue au quotidien par les élèves et les personnels.

La référence incantatoire à l'innovation et à l'utilisation de l'article 34 de la loi de 2005 révèlent l'impossibilité de mener une politique éducative constructive dans le cadre d'une suppression massive de moyens.

Les conséquences sont dramatiques tant pour la réussite des élèves que pour les conditions de travail des enseignants.

Pour le Sgen-CFDT, l'Éducation nationale a besoin d'une politique courageuse et cohérente, qui assume les transformations nécessaires à la réussite de tous et à l'amélioration des conditions de travail des personnels. Il condamne la politique budgétaire actuelle du gouvernement.